

ASSEMBLÉE NATIONALE

9ème législature

Politique et reglementation Question écrite n° 49832

Texte de la question

M Jean-Pierre Delalande appelle l'attention de M le secretaire d'Etat aux handicapes et accidentes de la vie sur les preoccupations exprimees par les deficients auditifs. En effet, la loi no 91-73 du 18 janvier 1991 « portant dispositions relatives a la sante publique et aux assurances sociales » prevoit, en son article 33 que « dans l'education des jeunes sourds, la liberte de choix entre une communication bilingue - langue des signes et francais - et une communication orale est de droit ». Cet article stipule, en outre, qu'« un decret en Conseil d'Etat fixera, d'une part, les conditions d'exercice de ce choix pour les jeunes sourds et leurs familles, d'autre part, les dispositions a prendre par les etablissements et services ou est assuree l'education des jeunes sourds pour garantir l'application de ce choix. » Or, a ce jour, le decret d'application prevu par la loi n'est toujours pas paru au Journal officiel. Aussi, devant l'importance du besoin pour la communication des sourds de la langue des signes et l'inquietude des associations des sourds et malentendants, il lui demande a quelle date le decret d'application prevu par la loi pourra effectivement intervenir.

Texte de la réponse

Reponse. - La loi no 91-73 du 18 janvier 1991 prevoit en son article 33 le droit pour les jeunes sourds et leur famille a choisir librement entre une communication bilingue et une communication orale. Le decret d'application prevu par cet article est en cours d'elaboration et sa publication devrait intervenir prochainement.

Données clés

Auteur: M. Delalande Jean-Pierre

Circonscription : - Rassemblement pour la République

Type de question : Question écrite Numéro de la question : 49832

Rubrique: Handicapes

Ministère interrogé : handicapes et accidentes de la vie **Ministère attributaire** : handicapes et accidentes de la vie

Date(s) clée(s)

Question publiée le : 11 novembre 1991, page 4596